

# Vue par 340 licenciés. LA CRISE A BON DOS

A Saint-Priest-en-Jarez, le site Jean Caby va fermer. La faute aux grandes surfaces, à l'obsession de la rentabilité... Et maintenant à la tempête financière !

**A**vant la crise, c'était déjà la crise... Chez l'inventeur de la saucisse cocktail Jean Caby, il y a déjà longtemps que l'ambiance n'est plus à la fête. Mais la direction vient de profiter de l'ambiance de morosité générale pour annoncer la fermeture de l'un de ses quatre sites de production en France, celui situé à Saint-Priest-en-Jarez à côté de Saint-Etienne (Loire). La fermeture de ce site, qui produit essentiellement du jambon cuit, mettra sur le carreau 340 employés fixes et une centaine d'intérimaires. Noyée dans le flot de catastrophes boursières, l'annonce n'a pas fait grand bruit. C'était le but. « *On n'arrête pas de dire que tout se casse la gueule, alors ça paraît presque normal qu'une boîte licencie* », soupire un salarié. Pourtant, la fermeture du site de Saint-Priest-en-Jarez, n'a pas grand-chose à voir avec la crise financière actuelle. La boîte perd de l'argent depuis trois ans. Jusqu'à 25 millions en 2007. Elle appartient pourtant à un groupe - Aoste -, lui-même propriété du géant américain Smithfield, qui fait des bénéfices ! Jean Caby, spécialisé dans le « cuit » (jambon, saucisse...), est un maillon faible de cet empire de la charcuterie industrielle. Le voilà donc condamné à passer à la moulinette... Pas de pitié, la loi du profit ne saurait tolérer un accès de faiblesse : la direction a donc « redéployé » sa production, c'est-à-dire de ne garder que trois sites sur quatre. Là où l'impact de la crise financière actuelle est meurtrier, c'est que ses conséquences à venir ne laissent quasiment aucune chance aux salariés licenciés de rebondir. Lorsque l'éclatement de la bulle boursière fera sentir ses effets sur l'économie dite « réelle », les virés de Jean Caby perdront tout espoir de retomber sur leurs pieds. Après la crise, ce sera encore la crise...

## Reclassements

La faute « *aux grandes surfaces* » qui tirent les prix toujours plus bas (d'autant que l'essentiel de la production est commercialisé en *hard discount* ou marques dis-

tributeur), « *au contexte ultraconcurrentiel du secteur* » et « *à l'augmentation des coûts de production* », explique Pascale Lemaître, DRH du groupe Aoste. Des arguments font bondir les salariés. « *Soyons clairs, le site ne ferme pas à cause de la crise mais des erreurs stratégiques de la direction, en revanche la crise rend cette fermeture encore plus difficile* », résume Richard Roze, délégué FO.

Jacqueline, neuf ans de boîte, n'a plus confiance. Mais la crise l'affole. Elle présente que les temps à venir seront encore plus durs et ne voit d'autre issue que d'accepter les propositions de reclassement sur les autres sites formulées par la direction. Celle-ci a, en effet, proposé des primes de 20 000 € à ceux qui accepteraient de partir travailler dans les autres usines, en Bretagne ou à Lille (seulement 233 postes de reclassement prévus). Vingt mille euros pour refaire sa vie à des centaines de kilomètres, c'est la seule proposition concrète qu'ils aient obtenue. Jacqueline se dit que 20 000 €, c'est mieux que rien. Elle a fait ses calculs : avec un simple licenciement économique, elle partirait avec... 1 800 €.

## Traumatisme

Son mari est intérimaire, ils peuvent donc bouger. Mais elle a peur qu'à peine installée à l'autre bout de la France on lui annonce une nouvelle fermeture. C'est ce qui est arrivé à Vincent. Il y a deux ans, l'usine appartenant au groupe Aoste pour laquelle il travaillait a fermé. « *On m'a reclassé à Jean Caby en me disant que c'était du solide, qu'il y avait de l'avenir. Et voilà le résultat.* »

Les élus locaux poussent pour que le site industriel soit recyclé, si possible dans le secteur agroalimentaire. Mais le groupe Aoste refuse de revendre à un concurrent. « *Il faudra bien trouver des solutions. Dans le contexte actuel et sur ce secteur, 340 emplois, ce n'est pas rien. C'est le plus grand plan social de l'agglomération stéphanoise depuis Giat [industrie d'armement]* », rappelle Régis Juanico, le député socialiste de la circonscription. Dans ce coin de la Loire, cela fait plus de vingt ans qu'après la crise, c'est encore et toujours la crise... • *De notre envoyée spéciale à Saint-Priest-en-Jarez Alice Géraud*



Ci-dessus, Richard Roze, délégué syndical FO. Ci-contre, Jacqueline, à l'encaissement. Ci-dessous, Jean-Luc, électromécanicien.



elisabeth rull / picturebank